

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Lorraine

Code géographique : 73025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Manon Tremblay, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Lorraine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature

Date

2020-05-01

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Lorraine**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Lorraine** (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Lorraine** au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Lorraine** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 1er mai 2020

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalizations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	14 174 746	14 234 155	13 998 637
Compensations tenant lieu de taxes	2	136 000	156 602	136 451
Quotes-parts	3			
Transferts	4	409 457	1 001 745	1 173 322
Services rendus	5	423 397	473 155	475 808
Imposition de droits	6	882 725	1 390 382	1 245 360
Amendes et pénalités	7	468 137	500 169	483 313
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	144 775	228 658	194 720
Autres revenus	10	18 343	91 745	24 256
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	16 657 580	18 076 611	17 731 867
Charges				
Administration générale	14	3 041 407	2 970 976	2 920 828
Sécurité publique	15	3 665 090	3 657 920	3 411 519
Transport	16	2 922 904	3 016 418	2 729 983
Hygiène du milieu	17	3 542 182	3 693 521	3 335 256
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	503 099	382 656	678 845
Loisirs et culture	20	3 343 654	3 326 442	3 156 108
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	682 763	700 948	684 903
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	17 701 099	17 748 881	16 917 442
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 043 519)	327 730	814 425
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		35 115 252	34 317 798
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(25 505)	(16 971)
Solde redressé	28		35 089 747	34 300 827
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		35 417 477	35 115 252

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 325 425	4 525 380
Débiteurs (note 5)	2	7 033 345	7 166 820
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	132 721	99 980
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	10 491 491	11 792 180
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 733 427	3 021 051
Revenus reportés (note 12)	12	70 417	56 713
Dette à long terme (note 13)	13	20 723 778	22 750 255
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	296 647	297 418
	15	23 824 269	26 125 437
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(13 332 778)	(14 333 257)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	48 554 384	49 306 390
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	12 145	17 963
Autres actifs non financiers (note 17)	20	183 726	124 156
	21	48 750 255	49 448 509
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	35 417 477	35 115 252

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 043 519)	327 730	814 425
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	2 455 500) (	1 491 827) (	1 816 548)
Produit de cession	3		1 983	3 447
Amortissement	4	1 985 745	2 214 338	2 229 894
(Gain) perte sur cession	5		(1 983)	(157)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(469 755)	722 511	416 636
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		5 818	(2 103)
Variation des autres actifs non financiers	10		(59 493)	(2 387)
	11		(53 675)	(4 490)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		3 913	12 348
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 513 274)	1 000 479	1 238 919
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(14 333 257)	(15 572 176)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(14 333 257)	(15 572 176)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(13 332 778)	(14 333 257)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	327 730	814 425
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 214 338	2 229 894
Autres			
- Gain sur disposition	3	(1 983)	(157)
- Écart de consolidation	4	(39 020)	(44 057)
	5	2 501 065	3 000 105
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	45 285	732 481
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(200 273)	(63 575)
Revenus reportés	9	13 704	1 881
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(2 223)	(62 925)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	5 818	(2 103)
Autres actifs non financiers	13	(59 493)	(2 387)
	14	2 303 883	3 603 477
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 491 827)	(1 816 548)
Produit de cession	16	1 983	3 447
	17	(1 489 844)	(1 813 101)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(41 461)	(34 200)
Remboursement ou cession	19	8 745	23 026
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(32 716)	(11 174)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	6 888 000	7 069 066
Remboursement de la dette à long terme	24	(8 915 401)	(8 498 749)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	46 123	48 229
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 981 278)	(1 381 454)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(1 199 955)	397 748
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 525 380	4 127 632
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	4 525 380	4 127 632
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	3 325 425	4 525 380

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Lorraine est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et Villes (LRQ, c C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles, les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Lorraine. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes avec qui elle a signée des partenariats. Cette consolidation inclut les régies intermunicipales suivantes :

- La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville est consolidée à un taux de 12,35 % pour les résultats et à un taux de 12,35 % pour l'état de la situation financière;
- La Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine est consolidée à un taux de 35,15 % pour les résultats et à un taux de 41,27 % pour l'état de la situation financière.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé des quotes-parts et des sommes pour l'achat de services en vertu d'ententes à des organismes municipaux et supramunicipaux.

	Montant (\$)	Consolidé (O/N)
M.R.C DE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE	101 271 \$	N
VILLE DE ROSEMÈRE (EAU)	652 517 \$	N
VILLE DE BOIS DES FILION (INCENDIE)	486 202 \$	N
VILLE DE BOIS DES FILION (D.D.D.)	90 244 \$	N

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

RÉGIE INTERMUNICIPALE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX DE ROSEMÈRE ET DE LORRAINE	543 208 \$	O
RÉGIE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE Autorité régionale de transport métropolitain	2 433 705 \$ 739 516 \$	O N

De plus, elle est solidairement et conjointement responsable de la dette de la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine pour un montant de 13 098 \$ et de la dette de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville pour un montant de 202 298 \$.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Lorraine, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, la provision à l'égard des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

La Ville utilise la méthode de la comptabilisation d'exercice. Les revenus et les dépenses sont comptabilisés de façon brut et tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluation;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'il sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) Actifs

Régie de police

Placement:

Le placement est présenté au coût et déprécié lors d'une baisse durable de valeur.

a) Actifs financiers**Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les durées indiquées ci-dessous :

Infrastructures	Variant de 15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	Variant de 5 à 20 ans
Ameublement et équipements de bureau	Variant de 4 à 10 ans
Machinerie, outillages et équipements	Variant de 4 à 20 ans
Améliorations locatives	Durée de l'entente

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

E) Revenus

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Pour la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

- Avantages sociaux futurs :
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régime de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

H) Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 325 425	4 525 380
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	3 325 425	4 525 380
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		5 592
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	6 888 000	6 444 900
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	2 105 808	1 903 818
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 111 147	4 470 631
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	493 998	521 007
Organismes municipaux	15	22 792	4 609
<i>Autres</i>			
- Divers	16	77 400	67 686
- Amendes	17	222 200	199 069
	18	7 033 345	7 166 820
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	3 671 319	4 011 190
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	3 671 319	4 011 190
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	424 344	423 008
Note			
La provision pour créances douteuses est établie en fonction de l'âge des amendes à recevoir de la façon suivante:			
-1ère année : 10%			
-2e année : 40%			
-3e année: 70 %			
-4e année: 90 %			
-5e année et les suivantes: 100%			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. Prêts	
Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
Provision pour moins-value déduite des prêts	29
Note	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	132 721	99 980
Autres placements	31		
	32	132 721	99 980
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	(1 616)	(1 278)

Note

Entente concernant l'achat en commun d'assurances dommages des villes et régies des MRC Mirabel et Thérèse-De Blainville et ville de St-Eustache.

Les membres participants bénéficient d'une réduction de prime découlant du regroupement et de la franchise collective.

La quote-part de la franchise collective versée annuellement constitue un placement à titre d'investissement et cette somme est gardée dans un compte en fidéicommiss chez Desjardins valeurs mobilières.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(296 647)	(297 418)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(296 647)</u>	<u>(297 418)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	294 177	266 325
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	214 289	187 816
Régimes de retraite des élus municipaux	42	41 254	38 466
	43	<u>549 720</u>	<u>492 607</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019**2018****10. Emprunts temporaires**

La ville dispose de facilité de crédit master card d'un montant de 96 000\$.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

La Régie de police bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000\$ portant intérêts sur avances au taux de base de la BMO moins 1/2 %. Ce prêt ne comporte aucune garantie.

De plus une facilité de crédit Master card de 50 000 \$ est aussi disponible.

Ces facilités de crédit renouvelable une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice.

Régie d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine

La Régie d'assainissement dispose d'une marge de crédit pour ses opérations courantes de 50 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2019, cette marge de crédit n'était pas utilisée (0\$ en 2018)

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	662 049	407 143
Salaires et avantages sociaux	48	842 635	775 215
Dépôts et retenues de garantie	49	313 814	265 818
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Autres courus	53	553 712	944 306
- Organismes municipaux	54	253 719	508 553
- Intérêts sur dettes à L.T.	55	107 498	119 276
- Gouv du Québec et ses entrep	56		740
-	57		
	58	2 733 427	3 021 051

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	8 535	13 185
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus différés Loisirs	68	61 882	43 528
-	69		
-	70		
-	71		
	72	70 417	56 713

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019		2018	
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt		Échéance	
	de	à	de	à
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,65	3,20	2020	2040
			73	
	20 760 479		22 833 073	
Obligations et billets en monnaies étrangères			74	
Gains (pertes) de change reportés			75	
			76	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			77	
Organismes municipaux			78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			79	
Autres			80	
			81	
	20 760 479		22 833 073	
Frais reportés liés à la dette à long terme			82	(36 701) (82 818)
			83	
	20 723 778		22 750 255	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019	
		Avec fonds	Sans fonds	Location-	Autres		
		d'amortissement	d'amortissement	acquisition			
2020	84		92	1 754 586	100	109	117
2021	85		93	1 722 939	101	110	118
2022	86		94	1 690 501	102	111	119
2023	87		95	1 530 999	103	112	120
2024	88		96	1 432 993	104	113	121
2025 et +	89		97	12 628 461	105	114	122
	90		98	20 760 479	106	115	123
Intérêts et frais accessoires				107	()		124
							()
	91		99	20 760 479	108	116	125
							20 760 479

Note

	2019		2018	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	126	(13 332 778)	126	(14 333 257)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	() ()	127	() ()
Autres	128	() ()	128	() ()
	129	(13 332 778)	129	(14 333 257)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	130	158	185	212	
Eaux usées	131	871 502	186	422 213	871 080
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	29 322 133	160 547 593	(2) 214	29 869 728
Autres	133	35 617 726	161 645 918	1 215	36 263 643
Réseau d'électricité	134	162	189	216	
Bâtiments	135	13 382 074	163 42 750	1 874 217	13 422 950
Améliorations locatives	136	62 843	164 1 400	8 850 218	55 393
Véhicules	137	978 265	165 44 121	21 784 219	1 000 602
Ameublement et équipement de bureau	138	2 202 885	166 109 370	14 236 220	2 298 019
Machinerie, outillage et équipement divers	139	2 825 830	167 116 757	2 422 221	2 940 165
Terrains	140	3 697 094	168 195	24 222	3 697 070
Autres	141	169	196	223	
	142	88 960 352	170 1 507 909	49 611 224	90 418 650
Immobilisations en cours	143	2 090 994	171 (16 082)	(798) 225	2 075 710
	144	91 051 346	172 1 491 827	48 813 226	92 494 360
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	145	173	200	227	
Eaux usées	146	403 102	174 18 550	(3 031) 228	424 683
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	10 564 554	175 689 893	122 600 229	11 131 847
Autres	148	20 806 903	176 904 951	(122 593) 230	21 834 447
Réseau d'électricité	149	177	204	231	
Bâtiments	150	5 150 192	178 324 710	(13 466) 232	5 488 368
Améliorations locatives	151	35 200	179 6 384	8 984 233	32 600
Véhicules	152	633 233	180 70 438	22 080 234	681 591
Ameublement et équipement de bureau	153	2 007 597	181 58 020	14 384 235	2 051 233
Machinerie, outillage et équipement divers	154	2 144 175	182 141 392	(9 640) 236	2 295 207
Autres	155	183	210	237	
	156	41 744 956	184 2 214 338	19 318 238	43 939 976
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	49 306 390		239	48 554 384
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	240	243	245	247	
Amortissement cumulé	241 (	244 (	246 (	248 (	)
Valeur comptable nette	242			249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	29 242	26 771
-	257		
-	258		
Autres			
- Frais de refinancement report	259	154 484	97 385
-	260		
	261	183 726	124 156
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Ville et les organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable se sont engagés pour les cinq années futures pour une somme globale de 22 096 410 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville et les organismes contrôlés devront prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2020	-	5 846 899 \$
2021	-	5 641 774 \$
2022	-	5 667 148 \$
2023	-	2 430 685 \$
2024	-	2 509 904 \$

19. Droits contractuels

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

Selon l'entente liée au programme Accès Cannabis, la régie s'est engagée à la fourniture de services policiers en contrepartie du remboursement de salaires réels. Les revenus estimatifs pour la durée de l'entente s'élève à 49 182 \$ pour les deux prochains exercices.

2020	:	27 210 \$
2021	:	21 972 \$

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018

s/o

b) Auto-assurance

Au cours de l'exercice 2003, la Ville a adhéré au fonds de garantie du Regroupement Thérèse-De Blainville pour l'achat en commun d'assurances de dommages. Pour l'exercice 2019, la Ville a déboursé une quote-part de 39 932\$.

c) Poursuites

La Ville de Lorraine est en appel suite à un jugement rendu dans le cadre d'une poursuite concernant la construction du talus anti-bruit. Dans l'intervalle, un compte à payer de 390 360\$ a été comptabilisé depuis le 31 décembre 2017. De plus, la Ville fait l'objet de diverses poursuites, réclamations et causes d'expropriation pour des montants totaux de 18 057 500 \$. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces poursuites, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée au rapport financier. Advenant un accueil favorable de certaines de ces poursuites, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

De plus, la Ville a reçu une requête en dommages liés en perte de valeur foncière de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

500 000 \$ due au changement de cartographie du gouvernement provincial pour les zones potentiellement exposées au glissement de terrains. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de cette poursuite, aucune provision n'a été comptabilisée au rapport financier.

d) Autres

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville
Griefs

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par la Fraternité des policiers et policières de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville ou le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4708 pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comporte une comparaison des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

24. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25 Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2019.

26 Événements postérieurs à la date de la situation financière

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

En date du 1er mai 2020, l'entité est au courant de changements dans ses activités à la suite de la crise de la COVID-19, notamment la restriction de l'accès à ses bureaux jusqu'au 19 mai 2020 en vertu d'un décret provincial.

La direction n'est pas certaine de l'incidence de ces changements sur ses états financiers consolidés et croit que toute perturbation pourrait être temporaire; cependant, il existe une incertitude quant à la durée et à l'impact potentiel de cette perturbation.

En conséquence, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'impact potentiel sur les activités de l'entité en date de ces états financiers.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	13 998 637	14 174 746	14 234 155			14 234 155
Compensations tenant lieu de taxes	2	136 451	136 000	156 602			156 602
Quotes-parts	3					2 976 914	
Transferts	4	457 803	393 888	489 752		19 404	509 156
Services rendus	5	362 222	284 200	322 157		150 998	473 155
Imposition de droits	6	1 245 360	882 725	1 390 382			1 390 382
Amendes et pénalités	7	37 892	36 000	58 546		441 623	500 169
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	177 879	136 750	205 833		22 825	228 658
Autres revenus	10	16 447	15 750	37 786		53 959	91 745
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	16 432 691	16 060 059	16 895 213		3 665 723	17 584 022
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	690 173		492 589			492 589
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	690 173		492 589			492 589
	21	17 122 864	16 060 059	17 387 802		3 665 723	18 076 611
Charges							
Administration générale	22	2 785 240	2 905 819	2 841 974	129 002		2 970 976
Sécurité publique	23	2 919 001	3 043 446	3 062 844	17 227	3 011 554	3 657 920
Transport	24	1 876 515	2 069 436	2 181 125	835 293		3 016 418
Hygiène du milieu	25	2 776 287	2 927 776	3 033 459	469 856	733 415	3 693 521
Santé et bien-être	26						
Aménagement, urbanisme et développement	27	520 001	344 255	224 825	157 831		382 656
Loisirs et culture	28	2 796 312	2 983 857	2 970 673	355 769		3 326 442
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	642 057	621 000	642 153		58 795	700 948
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	1 985 744	1 985 745	1 964 978 (	1 964 978)		
	33	16 301 157	16 881 334	16 922 031		3 803 764	17 748 881
Excédent (déficit) de l'exercice	34	821 707	(821 275)	465 771		(138 041)	327 730

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019		Réalisations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	821 707	(821 275)	465 771	(138 041)	327 730
Moins: revenus d'investissement	2	(690 173)	()	(492 589)	()	(492 589)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	131 534	(821 275)	(26 818)	(138 041)	(164 859)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	1 985 744	1 985 745	1 964 978	249 360	2 214 338
Produit de cession	5				1 983	1 983
(Gain) perte sur cession	6				(1 983)	(1 983)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 985 744	1 985 745	1 964 978	249 360	2 214 338
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				1 728	1 728
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	21 743		5 401	1 615	7 016
	15	21 743		5 401	3 343	8 744
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	6 506				
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 515 478)	(1 469 725)	(1 510 099)	(78 674)	(1 588 773)
	18	(1 508 972)	(1 469 725)	(1 510 099)	(78 674)	(1 588 773)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(189 771)	(33 000)	(182 327)	(14 864)	(197 191)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			52 450	50 623	103 073
Excédent de fonctionnement affecté	21	(31 453)		126 433	113 873	240 306
Réserves financières et fonds réservés	22	377 232	268 255	151 110		151 110
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	55 631	70 000	51 341	(18 384)	32 957
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	211 639	305 255	199 007	131 248	330 255
	26	710 154	821 275	659 287	305 277	964 564
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	841 688		632 469	167 236	799 705

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018		Réalisations 2019	
		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
					Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	690 173		492 589	492 589
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(21 016)	(102 326)	(12 862)	(115 188)
Sécurité publique	3	()	()	(62 312)	(62 312)
Transport	4	(924 730)	(729 848)	()	(729 848)
Hygiène du milieu	5	(506 784)	(381 613)	(9 846)	(391 459)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(17 583)	(6 919)	()	(6 919)
Loisirs et culture	8	(264 868)	(186 101)	()	(186 101)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(1 734 981)	(1 406 807)	(85 020)	(1 491 827)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(32 260)	(39 932)	(1 529)	(41 461)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	493 493			
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	189 771	182 327	14 864	197 191
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	22 900	502 414	432	502 846
Excédent de fonctionnement affecté	16	196 548	284 915		284 915
Réserves financières et fonds réservés	17	55 734	77 847		77 847
	18	464 953	1 047 503	15 296	1 062 799
	19	(808 795)	(399 236)	(71 253)	(470 489)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	(118 622)	93 353	(71 253)	22 100

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 465 536	2 499 614	825 811	3 325 425
Débiteurs (note 5)	2	6 702 747	6 755 357	379 876	7 033 345
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	95 180	129 712	3 009	132 721
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	10 263 463	9 384 683	1 208 696	10 491 491
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 555 277	2 369 911	465 404	2 733 427
Revenus reportés (note 12)	12	56 713	70 417		70 417
Dette à long terme (note 13)	13	22 183 357	20 510 178	213 600	20 723 778
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			296 647	296 647
	15	24 795 347	22 950 506	975 651	23 824 269
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(14 531 884)	(13 565 823)	233 045	(13 332 778)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	46 148 535	45 590 364	2 964 020	48 554 384
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	17 963	12 145		12 145
Autres actifs non financiers (note 17)	20	107 348	171 051	12 675	183 726
	21	46 273 846	45 773 560	2 976 695	48 750 255
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 429 871	2 442 702	518 066	2 960 768
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 936 170	1 589 596	90 555	1 680 151
Réserves financières et fonds réservés	24	583 457	354 500		354 500
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25 (	184 413) (	154 621) (	146 301) (	300 922)
Financement des investissements en cours	26	(738 521)	(645 166)	(56 344)	(701 510)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	27 715 398	28 620 726	2 803 764	31 424 490
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	31 741 962	32 207 737	3 209 740	35 417 477

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2019	2018
Rémunération	1	3 658 158	3 585 996	5 624 154	5 244 257
Charges sociales	2	784 653	779 555	1 301 420	1 214 926
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3		9 802	9 802	
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	1 335 746	1 336 756	1 951 049	1 828 421
Autres biens et services	6	4 423 637	4 581 598	4 848 173	4 641 432
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	466 299	427 602	433 499	445 027
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	91 700	117 075	119 736	123 967
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	81 000	97 476	147 713	115 909
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	4 047 295	4 021 193	1 044 280	1 029 129
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16			15 304	18 786
Amortissement des immobilisations	17	1 985 745	1 964 978	2 214 338	2 229 894
Autres					
- Créances douteuses	18			31 605	18 264
- Réclamation de dommage	19	6 173		6 193	6 145
- Autres	20	928		1 615	1 285
	21	16 881 334	16 922 031	17 748 881	16 917 442

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	(	)
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille

1

Revenus sur les prêts aux entreprises

2

Autres revenus

3

4

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

5

Variation de la provision pour moins-value

6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie

12

Placements de portefeuille

13

Débiteurs

14

Prêts aux entreprises

15

Provision pour moins-value

16

() ()

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer

19

Revenus reportés

20

Dette à long terme

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

23

Excédent (déficit) non affecté

24

25

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres

26

Supportant les engagements de prêts

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**Note sur la dette à long terme****Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts****Note sur les autres revenus et les autres charges**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
	3	
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	4	
Créances douteuses	5	
Autres frais de gestion	6	
	7	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
	14	
	15	
Excédent (déficit) de l'exercice	16	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	(	) (
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 960 768	2 922 804
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 680 151	2 049 518
Réserves financières et fonds réservés	3	354 500	583 457
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	300 922) (	348 546)
Financement des investissements en cours	5	(701 510)	(722 016)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	31 424 490	30 630 035
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	35 417 477	35 115 252
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 442 702	2 429 871
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	518 066	492 933
	11	2 960 768	2 922 804
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Budget et projets	12	1 203 735	1 428 810
- Transport en commun	13	385 861	507 360
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 589 596	1 936 170
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- budget- exercice sub.	22	90 555	113 348
-	23		
-	24		
	25	90 555	113 348
	26	1 680 151	2 049 518
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	267 862	304 031
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	86 638	279 426
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	354 500	583 457
	48	354 500	583 457

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	) (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (64 344)	(73 248)
Autres	52 (81 634)	(88 980)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	) (
	54 (145 978)	(162 228)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	) (
Assainissement des sites contaminés	56 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	) (
Autres		
-	58 (	) (
-	59 (	) (
	60 (145 978)	(162 228)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	62 (324)	(2 192)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	64 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	65 (	) (
Autres		
-	66 (	) (
-	67 (	) (
	68 (324)	(2 192)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (29 817)	(97 948)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	) (
Autres		
- Toiture centre culturel	72 (154 621)	(167 621)
-	73 (	) (
	74 (184 438)	(265 569)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 29 818	81 443
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80 29 818	81 443
	81 (300 922)	(348 546)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	172 602	258 296
Investissements à financer	83 (	874 112) (	980 312)
	84	(701 510)	(722 016)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	48 554 384	49 306 390
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	132 721	99 980
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	48 687 105	49 406 370
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	48 687 105	49 406 370
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	20 723 778) (	22 750 255)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	36 701) (	82 818)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	3 671 319	4 011 190
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	184 438	265 569
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	(347 134)	(209 266)
	98 (	17 251 856) (	18 765 580)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	10 759) (	10 755)
	100 (	17 262 615) (	18 776 335)
	101	31 424 490	30 630 035

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Régie intermunicipale de Police Thérèse-De Blainville

Dispositions:

1.Date d'entrée en vigueur du régime

Le 31 décembre 2003.

2.Date de la retraite

a) Date de la retraite normale

A l'âge de 65 ans.

b)Date de la retraite facultative

i)Policiers et cadres

Tout participant actif peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, à l'âge le plus tôt entre :

-l'âge de 60 ans;

-l'âge obtenu lorsque les années de service et l'âge totalisent 85 (règle du 85).

- Si le participant n'est pas un ancien participant au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Boisbriand et que la règle de 85 est atteinte avant le 1er janvier 2005, l'âge minimal est de 58 ans pour les années de service antérieures au 1er juillet 2005.

-Si le participant n'est pas un ancien participant au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Boisbriand et que la règle de 85 est atteinte après le 31 décembre 2004, mais avant le 1er janvier 2011, l'âge minimal est de 54 ans pour les années de service antérieures au 1er juillet 2005.

ii)Autres participants

a) Pour les années de services reconnus entre le 1er juillet 2005 et le 31 décembre 2006 :

Tout participant peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, à l'âge de 60 ans.

b)Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2007 :

Tout participant peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, à l'âge le plus tôt entre :

-l'âge de 60 ans; et

-l'âge obtenu lorsque les années de service et l'âge totalisent 90 (règle du 90).

c)Date de la retraite anticipée

i)Policiers et cadres

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance. Sa rente est alors réduite entre l'âge atteint et la date de la retraite facultative par équivalence actuarielle.

ii)Autres participants

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Sa rente est alors réduite de ½ % par mois (6 % par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de retraite anticipée et la date de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Policiers et cadres

Relativement aux années de services antérieures au 1er juillet 2005

i) Rente de base

- 2 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite limitée à 101 100\$ pour les sergents et lieutenant-détectives, à 100 000\$ pour les autres policiers syndiqués, à 132 350\$ pour les cadres policiers et à 130 000\$ pour les cadres civils.

- Aucune limite n'est applicable au salaire final des participants policiers syndiqués qui atteindront leur date de retraite facultative d'ici le 31 décembre 2022.

ii) Rente de rattachement

- 0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final limité à 55 000 \$ pour les policiers et à 71 000 \$ pour les cadres.

- Aucune limite n'est applicable au maximum des gains admissibles final des participants policiers syndiqués qui atteindront leur date de retraite facultative d'ici le 31 décembre 2022.

Relativement aux années de services postérieures au 30 juin 2005

iii) Rente de base

2 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite.

iv) Rente de rattachement

0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final.

b) Autres participants

Relativement aux années de services postérieures au 30 juin 2005 mais antérieures au 1er janvier 2014

i) Rente de base

2 % de la moyenne des huit meilleurs salaires précédant la date de la retraite, majorée de 0,4%.

ii) Rente de rattachement

- Pour les années de services reconnus entre le 1er juillet 2005 et le 31 décembre 2008 :

- Aucune prestation de rattachement

- Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2009 :

0,3 % de la moyenne des huit meilleurs salaires précédant la date de retraite, jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final (huit ans), majorée de 0,4%.

Relativement aux années de services postérieures au 31 décembre 2013

iii) Rente de base

1,85 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

iv) Rente de rattachement

0,3 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final.

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes :

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que 60 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité de longue durée.

Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation après la retraite

a) Policiers et cadres

Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50 % de l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 1,00 %. Nonobstant ce qui précède, l'indexation des rentes est abolie rétroactivement pour les participants actifs au sens de la Loi RRSM et suspendue à compter du 1er janvier 2017 pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM.

b) Autres participants :

Relativement aux années de services reconnues entre le 1er juillet 2005 et le 31 décembre 2008

Aucune indexation des rentes servies.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2009

Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50 % de l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 1,00 %. Nonobstant ce qui précède, l'indexation des rentes est abolie rétroactivement pour les participants actifs au sens de la Loi RRSM et suspendue à compter du 1er janvier 2017 pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

9. Règle du 50 % (cotisations excédentaires)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50 % de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnus à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations

a) Cotisations salariales d'exercice

i) Policiers et cadres

Jusqu'au 30 avril 2015 : 9% du salaire

À compter du 1er mai 2015 : 50% de la cotisation d'exercice totale requise en vertu de l'évaluation actuarielle.

ii) Autres participants

Jusqu'au 30 avril 2015 : 8,5% du salaire

À compter du 1er mai 2015 : 50% de la cotisation d'exercice totale requise en vertu de l'évaluation actuarielle.

11. Cotisations patronales

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent d'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

12. Cotisations de stabilisation

Les groupes de participants actifs et l'employeur versent, à part égales, à compter du 11 septembre 2016, une cotisation équivalente au coût de l'indexation des rentes après la retraite selon 50 % de l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 1,00 %. Toutefois, la cotisation de stabilisation totale ne peut être inférieure à 10 % de la cotisation d'exercice. La cotisation de stabilisation est déterminée de façon indépendante pour le groupe des autres employés ainsi que pour celui des policiers et cadres.

13. Cotisations d'équilibre

Volet antérieur

En plus de la cotisation prévue aux paragraphes précédents, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif du volet antérieur, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi.

Volet courant

Les groupes de participants actifs et l'employeur versent, à parts égales, une cotisation suffisante pour amortir tout manque d'actif du volet courant, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2019.

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(297 418)	(360 343)
Charge de l'exercice	4	(294 177)	(266 325)
Cotisations versées par l'employeur	5	294 948	329 250
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	<u>(296 647)</u>	<u>(297 418)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	9 266 328	8 068 508
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(10 010 416)	(8 998 246)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(744 088)	(929 738)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	447 441	632 320
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(296 647)	(297 418)
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	<u>(296 647)</u>	<u>(297 418)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	9 266 328	8 068 508
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(10 010 416)	(8 998 246)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(744 088)	(929 738)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	400 387	422 899
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	400 387	422 899
Cotisations salariales des employés	20	213 655	212 985
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21	()	()
	22	()	()
	23	186 732	209 914
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	57 798	27 775
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
-	30		
-	31	<u>244 530</u>	<u>237 689</u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	513 019	486 438
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	(463 372)	(457 802)
Rendement espéré des actifs	34	49 647	28 636
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	<u>294 177</u>	<u>266 325</u>
Charge de l'exercice			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	1 046 045	361 670
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(463 372)	(457 802)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	582 673	(96 132)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	452 504	379 761
Prestations versées au cours de l'exercice	40	397 670	327 406
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	9 266 328	8 068 508
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	338 637	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,53 %	5,67 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,67 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,50 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	()
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112		
	113		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements**REER individuel**

La Ville de Lorraine contribue au REER individuel de ses employés cols blancs et cadres conformément aux conventions en vigueur.

Régime de retraite par financement salarial de la FTQ.

La Ville de Lorraine contribue au RRFS-FTQ de ses employés cols bleus conformément à la convention en vigueur.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115	214 289	187 816

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	<u>12 242</u>	<u>11 423</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	41 254	38 466
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	<u>41 254</u>	<u>38 466</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	9 318 973	9 318 973	9 129 377
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	1 535 240	1 535 240	1 418 398
Activités de fonctionnement	3	659 974	659 974	644 114
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	11 514 187	11 514 187	11 191 889
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	832 850	832 850	877 272
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	745 592	745 592	745 273
Matières résiduelles	13	734 136	734 136	732 179
Autres				
- Forêt du grand Coteau	14	136 149	136 149	136 110
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	41 641	41 641	43 033
Service de la dette	18	229 600	229 600	272 881
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 719 968	2 719 968	2 806 748
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 719 968	2 719 968	2 806 748
	27	14 234 155	14 234 155	13 998 637

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2019	2019	2018
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	33 589	33 589	29 970
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	123 013	123 013	106 481
	36	156 602	156 602	136 451
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	156 602	156 602	136 451
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises				
autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	156 602	156 602	136 451

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations		Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2019		2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	53				
Sécurité publique					
Police	54			13 565	10 215
Sécurité incendie	55				
Sécurité civile	56	24 602		24 602	
Autres	57				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	58	59 688		59 688	57 114
Enlèvement de la neige	59				
Autres	60				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	61				
Transport adapté	62				
Transport scolaire	63				
Autres	64				
Transport aérien	65				
Transport par eau	66				
Autres	67				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68				
Réseau de distribution de l'eau potable	69	58 538		58 538	57 115
Traitement des eaux usées	70			2 661	9 738
Réseaux d'égout	71				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	72	125 495		125 495	122 567
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	73				
Tri et conditionnement	74				
Autres	75	6 581		6 581	20 560
Autres	76				
Cours d'eau	77				
Protection de l'environnement	78				
Autres	79				
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83				
Rénovation urbaine	84				
Promotion et développement économique	85				
Autres	86				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87	2 192		2 192	1 700
Activités culturelles					
Bibliothèques	88	44 654		44 654	40 701
Autres	89	3 097		3 097	
Réseau d'électricité	90				
	91	324 847		341 073	319 710

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations		Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2019		2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	92				6 188
Sécurité publique					
Police	93				
Sécurité incendie	94				
Sécurité civile	95				
Autres	96				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	97	455 347		455 347	603 653
Enlèvement de la neige	98				
Autres	99				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	100				
Transport adapté	101				
Transport scolaire	102				
Autres	103				
Transport aérien	104				
Transport par eau	105				
Autres	106				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107				
Réseau de distribution de l'eau potable	108				
Traitement des eaux usées	109				
Réseaux d'égout	110				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	111				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	112				
Tri et conditionnement	113				
Autres	114	14 788		14 788	
Autres	115				
Cours d'eau	116				
Protection de l'environnement	117				
Autres	118				
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				
Rénovation urbaine	123				
Promotion et développement économique	124				
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126	9 850		9 850	80 332
Activités culturelles					
Bibliothèques	127	12 604		12 604	
Autres	128				
Réseau d'électricité	129				
	130	492 589		492 589	690 173

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**Administration municipale****Données consolidées**

		Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2019	2019	2018

TRANSFERTS (suite)**TRANSFERTS DE DROIT**

Regroupement municipal et réorganisation

municipale

131

Péréquation

132

Neutralité

133

Partage des redevances sur les

ressources naturelles

134

Compensation pour la collecte sélective

de matières recyclables

135

164 905

164 905

158 046

Fonds de développement des territoires

136

Contributions des automobilistes pour le

transport en commun - Droits

d'immatriculation

137

Autres

138

3 178

5 393

139

164 905

168 083

163 439

TOTAL DES TRANSFERTS

140

982 341

1 001 745

1 173 322

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité	Administration municipale	Données consolidées		
	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018	
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145	45 856	75 666	65 731
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	45 856	75 666	65 731
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	45 856	75 666	65 731

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)			
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	183		
Évaluation	184		
Autre	185	16 823	12 920
	186	16 823	12 920
Sécurité publique			
Police	187	104 365	83 033
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191	104 365	83 033
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199		
	200		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202		
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205		
Matières recyclables	206		
Autres	207		
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209		
Autres	210	12 970	12 970
	211	12 970	29 213
			29 213
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216		
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219	702	702
	220	702	3 217
			3 217
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221		
Activités culturelles			
Bibliothèques	222		
Autres	223	262 629	262 629
	224	262 629	281 694
			281 694
Réseau d'électricité	225		
	226	276 301	397 489
			410 077
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	322 157	473 155
			475 808

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	53 648	53 648	41 015
Droits de mutation immobilière	229	1 336 734	1 336 734	1 204 345
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231			
	232	1 390 382	1 390 382	1 245 360
AMENDES ET PÉNALITÉS	233	58 546	500 169	483 313
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	205 833	228 658	194 720
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		1 983	157
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	37 786	89 762	24 099
	245	37 786	91 745	24 256
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	462 030	34 314	496 344	496 344	466 113
Greffes et application de la loi	2	266 132	2 993	269 125	269 125	267 689
Gestion financière et administrative	3	656 482	45 518	702 000	702 000	697 213
Évaluation	4	172 612		172 612	172 612	151 028
Gestion du personnel	5	52 208		52 208	52 208	71 122
Autres						
- Comm, DG et autres	6	1 232 510	46 177	1 278 687	1 278 687	1 267 663
-	7					
	8	2 841 974	129 002	2 970 976	2 970 976	2 920 828
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	2 547 609		2 547 609	3 125 458	2 919 016
Sécurité incendie	10	503 772		503 772	503 772	463 654
Sécurité civile	11					
Autres	12	11 463	17 227	28 690	28 690	28 849
	13	3 062 844	17 227	3 080 071	3 657 920	3 411 519
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	899 205	731 394	1 630 599	1 630 599	1 275 271
Enlèvement de la neige	15	410 820	897	411 717	411 717	413 188
Éclairage des rues	16	88 382	44 211	132 593	132 593	159 299
Circulation et stationnement	17	38 001	6 547	44 548	44 548	46 201
Transport collectif						
Transport en commun	18	744 717	1 338	746 055	746 055	785 118
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21		50 906	50 906	50 906	50 906
	22	2 181 125	835 293	3 016 418	3 016 418	2 729 983

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	652 517		652 517	652 517	643 807
Réseau de distribution de l'eau potable	24	340 921	454 556	795 477	795 475	736 436
Traitement des eaux usées	25	543 209		543 209	733 417	643 546
Réseaux d'égout	26	224 622		224 622	224 622	166 721
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	331 051	15 300	346 351	346 351	341 147
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	158 866		158 866	158 866	151 694
Tri et conditionnement	30	72 376		72 376	72 376	19 950
Matières organiques						
Collecte et transport	31	218 458		218 458	218 458	126 086
Traitement	32	112 186		112 186	112 186	114 356
Matériaux secs	33	90 040		90 040	90 040	87 418
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	181 704		181 704	181 704	196 585
Autres	39	107 509		107 509	107 509	107 510
	40	3 033 459	469 856	3 503 315	3 693 521	3 335 256
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	224 825	157 831	382 656	382 656	678 845
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	224 825	157 831	382 656	382 656	678 845

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 171 440		1 171 440	1 171 440	1 131 592
Patinoires intérieures et extérieures	54	81 431		81 431	81 431	83 787
Piscines, plages et ports de plaisance	55	159 364		159 364	159 364	136 808
Parcs et terrains de jeux	56	968 112	276 395	1 244 507	1 244 507	1 200 889
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	111 956		111 956	111 956	96 426
Autres	59					
	60	2 492 303	276 395	2 768 698	2 768 698	2 649 502
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	478 370	79 374	557 744	557 744	506 606
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	478 370	79 374	557 744	557 744	506 606
	67	2 970 673	355 769	3 326 442	3 326 442	3 156 108
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	544 677		544 677	552 933	568 897
Autres frais	70				302	97
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71				49 634	28 636
Autres	72	97 476		97 476	98 079	87 273
	73	642 153		642 153	700 948	684 903
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	1 964 978	(1 964 978)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Lorraine

Code géographique : 73025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14



AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018	
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	210 630	210 630	509 701
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		9 846	10 039
Conduites d'égout	4	147 851	147 851	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	579 612	579 612	821 346
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	34 830	34 830	19 979
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	36 933	36 933	116 116
Autres infrastructures	11	155 681	155 681	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			84 164
Édifices communautaires et récréatifs	14	42 750	42 750	
Améliorations locatives	15		1 400	5 585
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			24 135
Autres	17		44 121	28 577
Ameublement et équipement de bureau	18	96 251	118 791	84 357
Machinerie, outillage et équipement divers	19	102 269	109 382	112 549
Terrains	20			
Autres	21			
	22	1 406 807	1 491 827	1 816 548

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	210 630	210 630	191 818
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		9 846	10 039
Conduites d'égout	26	147 851	147 851	
Autres infrastructures	27	807 056	807 056	957 441
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			317 883
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	241 270	316 444	339 367
	34	1 406 807	1 491 827	1 816 548

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1	5 591		5 591	
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	278 482		192 788	85 694
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 723 534		228 776	1 494 758
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	16 814 276		1 305 568	15 508 708
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	18 821 883		1 732 723	17 089 160
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 011 190	132 276	472 147	3 671 319
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	4 011 190	132 276	472 147	3 671 319
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	4 011 190	132 276	472 147	3 671 319
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	4 011 190	132 276	472 147	3 671 319
	19	22 833 073	132 276	2 204 870	20 760 479
Dettes en cours de refinancement	20 (	)			(
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	22 833 073	132 276	2 204 870	20 760 479

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	20 510 178
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	817 768
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	86 638
--	---	--------

Débiteurs	9	3 619 450
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	148 672
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	17 473 186
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

16	215 396
----	---------

Endettement net à long terme	17	17 688 582
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	61 035
---------------------------	----	--------

Autres organismes	20	869 155
-------------------	----	---------

Endettement total net à long terme	21	18 618 772
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

24	
----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	18 618 772
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	304 764	304 764	294 073
Sécurité publique				
Police	4	2 433 705		
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	739 516	739 516	735 056
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	543 208		
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	4 021 193	1 044 280	1 029 129

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS

NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 403 654	1 733 984
Frais de financement	4	3 153	997
Autres	5		
	6	1 406 807	1 734 981

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	13,66	33,75	23 973,00	1 254 304	304 683	1 558 987
Professionnels	2						
Cols blancs	3	23,22	33,75	40 756,00	1 131 098	233 634	1 364 732
Cols bleus	4	14,98	37,00	28 813,00	863 595	152 181	1 015 776
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	51,86		93 542,00	3 248 997	690 498	3 939 495
Élus	9	7,00			336 999	89 057	426 056
	10	58,86			3 585 996	779 555	4 365 551

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	58 538				58 538
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	411 169	171 863	327 536	13 235	923 803
	17	469 707	171 863	327 536	13 235	982 341

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	23 041	21 905
	4	23 041	21 905
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	221 500	227 111
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	221 500	227 111
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	239 386	228 940
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	239 386	228 940
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	77 329	77 658
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	77 329	77 658
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	80 897	86 443
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	80 897	86 443
Réseau d'électricité			
	40		
	41	642 153	642 057

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Patrick Archambault - Ville	25 344	12 672
Patrick Archambault - Régie de polices	3 499	1 750
Pierre Barrette - ville	26 211	13 106
Pierre Barrette- régie de polices	292	
Jean Comtois - ville	69 315	16 767
Jean Comtois- régie de polices	3 791	
Jean Comtois - régie d'assainisseme	4 720	
Jean Comtois - MRC	16 232	
Martine Guilbault - ville	24 477	12 239
Martine Guilbault - régie d'assainissem	2 239	1 119
Diane D. Lavallée - ville	26 211	13 106
Diane D. Lavallée - MRC	300	
Jocelyn Proulx - ville	24 477	12 239
Lyne Rémillard - ville	25 344	12 672
Lyne Rémillard - régie d'assainissem	1 119	560

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 500 000 \$
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? 2 ☐ 3 ☒ 4 ☐

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 5 ☐ 6 ☒
 Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 7 \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 8 ☐ 9 ☒
 Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 12 \$
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 10 ☐ 11 ☒
 Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 12 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 13 ☒ 14 ☐
 Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 15 357 767 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 16 ☐ 17 ☒
 Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 18 \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 19 ☐ 20 ☒
 Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 21 \$

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 ☒	23 ☐	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 ☐	25 ☒	
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:			
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 ☐	27 ☒	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28		\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 ☐	30 ☒	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31		\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 ☐	33 ☒	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	34		\$
b) autres formes d'aide	35		\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36		
Facteur comparatif de 2019	37		
Valeur uniformisée	38		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI**NON**

46 ☒

47 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____ 2019-11-219

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____ 2019-11-07

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**OUI****NON**

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?

50 ☐51 ☐

b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019

52 _____

c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019

53 _____

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)

54 _____

e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)

55 _____

Mesures d'encadrement

f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)

56 _____

g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :

- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)

57 _____

- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)

58 _____

h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :

- la mort

59 _____

- une blessure grave

60 _____

i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec

61 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Lorraine

Code géographique : 73025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la **Ville de Lorraine**

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la **Ville de Lorraine** (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 1er mai 2020

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	14 234 155
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	273 262
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	41 641
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>13 919 252</u>
---	----	-------------------

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 385 133 600
---	----	---------------

Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 390 611 300</u>
---	----	----------------------

Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 387 872 450</u>
--	----	----------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	[] [1] , [0] [0] [2] [9] / 100 \$
--	----	------------------------------------

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Lorraine

Code géographique : 73025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	9 619 833
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	1 543 816
Activités de fonctionnement	3	543 500
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	11 707 149

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	995 000
Égout	11	745 245
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	785 040
Autres		
- Forêt du Grand Coteau	14	136 150
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	47 000
Service de la dette	18	193 520
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	2 901 955
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	2 901 955
	27	14 609 104

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	33 775
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	121 225
	9	155 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	155 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	155 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non auditée

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 367 224 119	X 5 0,6673 /100\$	6 9 124 081				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10 16 143 381	X 11 2,3924 /100\$	12 386 222				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 8 206 400	X 20 1,3347 /100\$	21 109 530				
Immeubles agricoles	22	X 23 /100\$	24				
Total			25 9 619 833	26 ()	27 ()	28	29 9 619 833
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 1 391 573 900	X 31 0,1109 /100\$	32 1 543 816				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 1 543 816	55 ()	56 ()	57	58 1 543 816

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	1 391 573 900	x 2 0,0391 /100\$	3 543 500				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	4		x 5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7		x 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10		x 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13		x 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x 17 /100\$	18				
Autres	19		x 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22		x 23 /100\$	24				
Total				25 543 500	26 ()	27 ()	28	29 543 500

Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	30		x 31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	33		x 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36		x 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39		x 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42		x 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	45		x 46 /100\$	47				
Autres	48		x 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51		x 52 /100\$	53				
Total				54	55 ()	56 ()	57	58

		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59		x 60 %	61	62 ()	63 ()	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 1 5 0 , 0 0 \$
Égout	2 2 1 5 , 0 0 \$
Eau et égout	3 , \$
Traitement des eaux usées	4 , \$
Matières résiduelles	5 2 4 0 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Foret du Grand Coteau	39,0000	7	Unitaire
Assainissement comerce	0,3359	7	Mètre cube
Tecyc et composte condo	40,0000	7	Unitaire

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	14 609 104
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	262 064
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	47 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	14 300 040

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 391 573 900

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 6 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	411 340			106 457		
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4				39 816		
Autres	5	33 454			6 500		
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	444 794			152 773		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	11 189 352			11 707 149
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	153 704			193 520
Autres	13	2 621 481			2 661 435
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	13 964 537			14 562 104

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☒	2 ☐	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☒	5 ☐
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 ☐	7 ☒	8 ☐
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 ☐	10 ☒	11 ☐
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 ☐	13 ☒	14 ☐
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 ☐	16 ☒	17 ☐
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 ☐	19 ☒	20 ☐
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 ☐	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 ☐	24 ☒	
Si oui, indiquer le montant.	25		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-10	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>16 950 810 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>1 657 800 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>511 000 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>\$</u>

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☒	4 ☐	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☐	6 ☒	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☐	10 ☐	11 ☒
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☐	14 ☒
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☐	16 ☐	17 ☒
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☐	19 ☐	20 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☐	22 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Manon Tremblay , atteste que le rapport financier consolidé
de Lorraine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-12.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par Lorraine.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lorraine consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
Lorraine détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-05-13 10:12:13

Date de transmission au Ministère : 2020/05/13